

L
e service de presse du Secrétariat international aux attachés de presse
Communiqué de presse sur la Yougoslavie
Embargo : mardi 12 octobre 1993 à 00 h 01 GMT
Index AI : EUR 70/20/93
Traduction et diffusion aux sections francophones et au Secrétariat international : LES
ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI -

YOUGOSLAVIE

Les violations des droits de l'homme se poursuivent au Kosovo alors que les représentants d'Amnesty International se sont vu refuser l'accès à cette province

Un militant des droits de l'homme, albanais de souche, arrêté par des policiers serbes, a été détenu pendant plus d'une semaine et battu avec une telle violence qu'il a dû être hospitalisé. Cet homme a déclaré par la suite : « *Ils m'ont interrogé sans relâche pendant quarante-huit heures. Ma famille me croyait mort.* »

Amnesty International reçoit depuis des années des informations selon lesquelles les policiers serbes se rendraient coupables de violations des droits de l'homme à l'encontre des Albanais de souche, qui forment la majorité de la population du Kosovo. L'organisation de défense des droits de l'homme a publié en 1992 un rapport contenant des photographies qui montrent les mauvais traitements infligés par la police, notamment à des femmes, à des enfants et à des personnes âgées. Les autorités serbes ont mis fin à la surveillance internationale de la situation des droits de l'homme dans la province et en ont refusé l'accès aux représentants d'Amnesty International.

Selon l'Organisation, « *Cette évolution est profondément préoccupante. Nous craignons que les autorités serbes n'aient eu recours à cette mesure pour tenter de dissimuler les violations commises quotidiennement au lieu de prendre des dispositions pour y mettre un terme.* »

Les conflits nationalistes qui divisent la région ont entraîné depuis deux ans une guerre sanglante qui a ravagé la Croatie puis la Bosnie-Herzégovine. La communauté internationale, craignant qu'un autre conflit n'éclate dans les Balkans et ne s'étende aux pays voisins, avait renforcé les mécanismes de contrôle de la situation des droits de l'homme au Kosovo et dans d'autres régions considérées comme sensibles.

Cette surveillance permanente a dû prendre fin : en juillet, les autorités de Belgrade

ont mis un terme à la mission de surveillance de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) au Kosovo, dans le Sandjak et en Voïvodine. Depuis, la CSCE a été autorisée à effectuer une seule visite au Kosovo, mais elle n'a pu y rétablir sa base qui aurait pu sauver des vies humaines.

Amnesty International s'est également vu refuser le droit d'effectuer une mission d'enquête sur la situation des droits de l'homme au Kosovo. L'Organisation déclare : *« En l'absence d'observateurs sur place, les violations des droits de l'homme ne peuvent que se multiplier. La police est entièrement libre d'agir à sa guise et nous recevons presque quotidiennement des informations faisant état de brutalités exercées en public par les forces de police, de mauvais traitements en garde à vue ou d'arrestations. »*

En réalité, la population du Kosovo paie le prix des visites des observateurs de la situation des droits de l'homme en étant victime de nouvelles violations. Des Albanais de souche qui avaient été en contact avec des membres de la mission de la CSCE ont été arrêtés et maltraités depuis le départ des observateurs. C'est ainsi qu'à Prizren, un militant des droits de l'homme et un membre de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK), mouvement des Albanais de souche, ont été détenus pendant plus d'une semaine. L'un d'entre eux a déclaré après sa libération : *« Ils me demandaient sans arrêt : « Qu'est-ce que vous avez raconté à la CSCE ? » et ils disaient que la mission de la CSCE n'était là que pour déclencher la guerre et fomenter des troubles. »*

De nombreuses autres personnes, parmi lesquelles des militants politiques et d'anciens prisonniers d'opinion, qui n'avaient pas été en contact direct avec la mission, ont également été interpellés depuis son départ. Comme c'est habituellement le cas, ils ont été détenus pendant quelques heures, voire quelques jours et souvent maltraités.

Amnesty International poursuit : *« Les Albanais de souche sont depuis longtemps la cible de la répression policière. L'impunité dont jouissent les policiers est telle qu'ils se sentent libres de brutaliser les citoyens dans les postes de police et même dans la rue et de les frapper en public à coups de pied et de poing sans craindre la réaction des autorités. Nous n'avons eu connaissance que d'un seul cas dans lequel un policier a fait l'objet d'une enquête. »*

L'Organisation estime que pour empêcher de nouvelles violations, il est essentiel de permettre le retour sans délai en Yougoslavie, et en particulier au Kosovo, d'une mission de surveillance à long terme. Il est également indispensable que les autorités yougoslaves prennent immédiatement des mesures pour mettre un terme aux agissements de la police et pour traduire en justice les responsables des violations commises par le passé.

Amnesty International conclut : *« La montée des tensions ethniques, un sentiment de colère grandissant, des années de persécutions passées sous silence et une terrible crise économique menacent de faire exploser la situation au Kosovo. Les autorités yougoslaves et la communauté internationale doivent réagir sans délai pour*

empêcher que les choses ne dégénèrent en un conflit ouvert dans le cadre duquel seraient commises des violations de plus en plus nombreuses des droits fondamentaux. »

FIN DU COMMUNIQUÉ